

L'ARIA : UNE AGENCE BRITANNIQUE DES « TECHNOLOGIES PROFONDES » CONTROVERSÉE

RÉSUMÉ

Le rapport complet est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.etcgroup.org/content/aria-uks-dubious-deep-tech-agency>

En 2025, les décideurs et la société civile du monde entier ont appris avec stupeur qu'une nouvelle agence « à haut risque et à haut rendement » financée par le gouvernement britannique se lançait dans le financement d'expériences de géo-ingénierie solaire en plein air, en contradiction directe avec les normes et moratoires internationaux en vigueur (la géo-ingénierie impliquant la manipulation intentionnelle du climat). Nous avons décidé d'examiner la question de plus près.

Une manne liée à des « technologies profondes » à haut risque financée par le contribuable britannique

L'Agence britannique pour la recherche avancée et l'innovation (ARIA - Advanced Research and Invention Agency), créée par une loi spéciale du Parlement en 2022, opérationnelle depuis janvier 2023, déchaîne déjà une véritable ruée vers une manne d'un milliard de livres sterling de fonds réservés, payés par le contribuable britannique, à dépenser en cinq ans. Parmi les activités subventionnées, des projets à technologie profonde (« deep tech ») dans les domaines de la géo-ingénierie, du génie génétique, de la biologie de synthèse, des technologies cérébrales, de l'automatisation et de l'intelligence artificielle – des domaines de recherche technologique à haut risque qui, il y a encore quelques années, relevaient de la science-fiction.

Retour à une vision victorienne, pulvérisation des garde-fous et noyautage par la Silicon Valley

L'ARIA se distingue d'autres initiatives ambitieuses de par sa voracité, son style et son niveau de financement public, sans commune mesure. Les communications de l'ARIA ne mentionnent pas explicitement la nostalgie d'un Empire britannique dont il faudrait « retrouver la grandeur », mais l'agence est axée autour de l'ambition d'une version victorienne du « progrès », s'efforçant de raviver un prétendu âge de grandeur scientifique et industrielle britannique révolu, de refaire du Royaume-Uni une « superpuissance scientifique

» mondiale. La démarche de l'ARIA consiste à donner les moyens à des « génies » individuels et acteurs scientifiques isolés de « s'attaquer » aux problèmes, visiblement sans se soucier des dommages collatéraux ou de la complexité sociétale, dans l'espoir qu'ils apportent unilatéralement des solutions miracles (potentiellement commerciales).

Contrôle démocratique bafoué : l'ARIA fait fi du principe de précaution, des règles relatives aux conflits d'intérêts et de la liberté d'information

Non seulement l'ARIA enfreint allègrement des normes de précaution essentielles, mais elle a également été délibérément exemptée d'un élément crucial de contrôle public, à savoir la loi britannique sur la liberté d'information. Des intérêts industriels qui seraient d'ordinaire considérés comme des conflits d'intérêts sont activement encouragés, et l'ARIA s'est vu conférer des droits étendus pour accepter ou emprunter différents types de fonds ou dons, acquérir des terrains et créer des sociétés. De plus, l'ARIA est protégée juridiquement contre toute dissolution par le gouvernement britannique pendant dix ans, et ses décisions de financement ne requièrent aucune évaluation par des pairs. Tout cela soulève d'énormes problèmes de reddition de comptes, au sein d'une institution censée gérer un milliard de livres sterling des contribuables pour des technologies « à haut risque ».

Derrière le drapeau britannique : les géants américains de la tech et les priorités des libertariens conservateurs

L'ARIA se targue de révolutionner un milieu scientifique britannique quelque peu guindé en adoptant le fondamentalisme de marché de la Silicon Valley et l'esprit débridé du « move fast and break things » (aller vite et rompre les codes). L'agence a été conçue par Dominic Cummings,



un nationaliste pro-Brexit excentrique et très controversé, qui travaillait sous la houlette de Boris Johnson (le Premier ministre britannique de l'époque était déterminé à lier le destin de la Grande-Bretagne à ce qu'il considérait comme le dynamisme industriel du secteur technologique américain porté par les milliardaires).

Les principaux membres actuels ou récents de l'équipe de direction, du conseil d'administration et les conseillers sont originaires des États-Unis ou sont étroitement liés à la Silicon Valley, notamment : la nouvelle directrice exécutive de l'ARIA, Kathleen Fisher, anciennement à l'Agence pour les projets de recherche avancée de défense (DARPA - Defense Advanced Research Projects Agency); le président du conseil d'administration, l'entrepreneur britannique Matt Clifford (tirant parti de ses liens avec la Silicon Valley et le gouvernement britannique) ; les conseillers Patrick Collison de Stripe, Arun Majumdar de l'ARPA-E, Katie Rae d'Engine Ventures, Özlem Tureci de BioNTech et Ilan Gur (qui a récemment quitté ses fonctions de premier directeur exécutif de l'ARIA) ; ainsi que ses « partenaires d'activation » tels que Google DeepMind et Renaissance Philanthropy.

L'agence est également étroitement liée aux intérêts idéologiques d'un réseau de milliardaires du secteur technologique, de libertariens et de transhumanistes, pour la plupart basés aux États-Unis, qui œuvrent à bâtir un nouveau « mouvement progressiste » ancré dans le conservatisme, parmi lesquels figurent Peter Thiel et Tyler Cowen.

Les recherches de l'ARIA en géo-ingénierie climatique normalisent le développement de technologies dangereuses

L'ARIA prévoit de consacrer 56,8 millions de livres sterling (environ 75 millions de dollars américains) à un programme pluriannuel de géo-ingénierie solaire comprenant cinq expériences en plein air. L'annonce de ce plan début 2025 a provoqué le choc et la surprise dans le monde entier, notamment parce que cet engagement met le gouvernement britannique en contradiction avec le moratoire international sur la recherche en géo-ingénierie solaire institué en 2010 dans le cadre de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique, toujours en vigueur aujourd'hui. D'éminents climatologues ont souligné qu'il s'agit, de loin, de l'engagement le plus important pris à ce jour par un gouvernement en faveur de la recherche en « gestion du rayonnement solaire » (SRM) et ils ont averti que « le

programme de l'ARIA constitue une nouvelle escalade dans les efforts de normalisation de cet ensemble de technologies dangereuses »¹.

Le verdict d'ETC : l'ARIA met les ressources et fonds publics britanniques au service d'une « brologarchie » de la tech prônant l'« Amérique d'abord »

En apparence, les dirigeants de l'ARIA aiment la présenter comme une initiative aventureuse et pleine de confiance, conçue dans une optique patriotique et « anglofuturiste » : audacieuse, tournée vers l'avenir, expérimentale et « axée sur le mouvement ». La réalité, cependant, semble bien plus désespérée et mercantile. La fonction de *realpolitik* de l'ARIA consiste peut-être moins à promouvoir la science et la technologie qu'à s'aligner sur le projet géopolitique auquel a toujours aspiré son fondateur idéologique Dominic Cummings : réaligner l'économie britannique sur les intérêts du capitalisme américain. En offrant aux investisseurs de la tech américains un terrain de jeu attractif aux frais du contribuable, l'espoir serait d'attirer les bonnes grâces des élites de la Silicon Valley ciblant actuellement l'économie mondiale pour la « marque Royaume-Uni » – et, dans la démarche, d'éventuellement décrocher un peu d'implication dans les investissements technologiques.

Ce rôle s'inscrit dans la stratégie actuelle du gouvernement britannique en matière de technologies, qui consiste notamment à graisser la patte des petits amis de la tech de l'administration Trump à grands coups de dîners d'État somptueux et d'« accords de prospérité technologique » codés par l'IA. Avec sa détermination à faire fi de la transparence, du principe de précaution et d'autres règles éthiques encombrantes de bonne gouvernance scientifique, l'ARIA pourrait bien n'être qu'un moyen de plus de brader les ressources publiques britanniques de l'après Brexit à une « brologarchie » technologique de « l'Amérique d'abord », dans une course désespérée pour conserver un peu d'influence.

Pourtant, les « solutions » des « technologies profondes » que l'ARIA est censée promouvoir présentent le risque de porter atteinte aux droits humains et à l'intégrité des écosystèmes, surtout si elles sont développées dans le cadre d'une course effrénée au profit. Elles pourraient même (comme la recherche en géo-ingénierie) accélérer le dépassement des limites planétaires. Tout l'inverse du « progrès » dont les populations et la planète ont urgemment besoin.